

Atos : l'addition s'alourdit encore, à près de 5 milliards d'euros

A quatre jours de la remise des offres, les scénarios d'affaires de l'ex-fleuron informatique virent au rouge. Le groupe doit effacer 3,2 milliards d'euros de dette et a besoin de 1,7 milliard d'argent frais.

[Ajouter à mes articles](#)

[Commenter](#)

[Partager](#)

[High Tech](#)



Atos reconnaît un risque de résiliation des contrats plus élevé dans l'infogérance. (Kermalo/REA)

Par [Anne Drif](#)

Publié le 29 avr. 2024 à 11:13 Mis à jour le 29 avr. 2024 à 18:10

Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

L'addition flambe pour les créanciers d'Atos. Plus de sacrifices sont nécessaires, alerte ce lundi l'ex-fleuron informatique, plombé par 4,8 milliards d'euros de dette. [L'offre de l'Etat, de 700 millions à 1 milliard d'euros](#) sur ses actifs souverains, ne suffira pas à le sauver.

Désormais, Atos juge qu'il doit effacer près de 70 % de sa dette, soit 3,2 milliards d'euros. Il y a seulement quinze jours, [il n'était question que de la moitié](#) - et, [en fin de semaine dernière même](#), les projections tournaient plutôt autour de 3 milliards. Pour survivre et garder une notation crédible, sa dette doit peser moins que deux années d'Ebitda, au lieu de trois années précédemment.

Atos veut aussi beaucoup plus d'argent frais : pas moins de 500 millions en plus, soit 1,7 milliard d'euros. Au total, l'addition va donc frôler l'équivalent de sa dette d'aujourd'hui, à près de 5 milliards d'euros !

« Risque plus élevé de résiliation de contrats »

La cause ? Atos a dégradé d'un coup tous les indicateurs de son plan d'affaires de ses trois divisions (numérique, cyber et infogérance). Jean-Pierre Mustier, le président, a dû taper du poing sur la table en conseil d'administration en fin de semaine dernière pour exiger la pleine transparence sur l'avenir du groupe, dans l'attente des offres.

LIRE AUSSI :

[Atos : les hedge funds prêts à prendre la main](#)

[Atos : les banques s'impatientent](#)

Enfin, les revenus vont baisser en 2024 de 3,3 %, au lieu de 2 %. A moyen terme aussi, les perspectives sont moins brillantes que prévu : +2,3 %, contre +3,1 % anticipés début avril. Dans l'infogérance, Atos évoque même un « risque plus élevé de résiliation de contrats ». La rentabilité baisse et dans le numérique, les frais de restructuration vont être plus élevés l'an prochain

Pour noircir encore le tableau, d'ici à 2027, les flux de trésorerie de l'ex-fleuron de l'informatique vont fondre de 500 millions d'euros supplémentaires, soit 800 millions d'euros.

« Pire que Casino »

Du côté des créanciers, on est plus agacés qu'affolés. « Qu'est-ce que ça change ? Les chiffres bougent toutes les semaines, c'est pire encore que Casino, commente un proche des discussions. Toute la question est : est-ce qu'on peut légitimement rester confiant dans la direction générale ? »

Les hedge funds et les obligataires, qui portent la moitié de la dette de l'ex-fleuron, accueillent positivement l'annonce de Bercy du week-end. « C'était anticipé, c'est de l'argent qui rentre, donc une bonne nouvelle. » Message aussi bien reçu en Bourse, où le titre a bondi de l'ordre de 20 % en début de séance ce lundi, malgré la nette dégradation du plan d'affaires.

La proposition de l'Etat est de fait tombée à point nommé alors qu'Atos a reporté en fin de semaine dernière de quelques jours son tombereau de mauvaises nouvelles. De quoi s'éviter un choc trop violent.

Mais pour le reste, ajoute cette source chez les créanciers, « on fera une offre à nos conditions et comme on a envie de la remettre ». Prochain verdict le 3 mai, à la remise des plans de sauvetage.

Anne Drif